



Nouvelle tentative de suicide dans les services : Il est temps que la direction rende des comptes !

Jeudi 20 janvier dans l'après-midi, nous avons appris la tentative de suicide d'une agente de l'inspection du travail de Paris. Nos organisations syndicales et les collègues de Paris sont extrêmement choqués par cette nouvelle. Cet acte dramatique a eu lieu au sortir d'une réunion entre l'agente, accompagnée de la CGT, et la direction de l'UD Mme Chazelle et M. Raheer. Cette réunion, demandée par l'agente pour cause de souffrance au travail s'est transformée en entretien à charge où notre collègue a été extrêmement malmenée par les 2 chefs.

Cette tentative de suicide, qui intervient 10 ans presque jour pour jour après le suicide de notre collègue Romain, est une nouvelle démonstration de l'état inquiétant de nos services du ministère du travail. La situation n'est pas nouvelle malheureusement et fait écho aux multiples tentatives de suicide d'agent.es du Ministère ces dernières années. Les organisations syndicales et les différentes instances de représentation du personnel n'ont cessé de dénoncer les dérives de la hiérarchie au Ministère dans sa gestion des agent.es.

Preuve en est : la première communication de la Responsable d'Union Départementale, après qu'elle a été informée de la TS, a été désastreuse : laconique et froide, elle s'est bornée à assurer les agent.es de la possibilité de faire appel à un soutien psychologique...

Un CHSCT de l'UD 75 a été réuni en urgence ce vendredi 21 janvier après l'alerte pour Danger Grave et Imminent du secrétaire de l'instance. Le directeur régional a assuré qu'une enquête aurait lieu et que la direction de l'UD, directement mise en cause par la collègue, ne serait pas partie prenante de la commission. Il a également assuré que l'accident de service sera reconnu dès que demandé, mais nous serons vigilants car nous avons trop souvent vu la direction se renier.

Bien que malheureusement habitué à ces actes de détresse, le ministère tarde toujours à mettre en place des mesures d'accompagnement psychologique à l'égard de l'ensemble des agent.es et se refuse à suspendre les entretiens de recadrage et les injonctions de productivité en tout genre.

En effet, toutes ces dernières années leur ligne de conduite n'a pas varié : toujours plus d'objectifs chiffrés, toujours plus d'individualisation des résultats, toujours plus de pressions d'une hiérarchie pléthorique pour toujours moins d'agent.es et de moyens.

Les effectifs sont à l'os, les collègues supportent pour beaucoup des intérimis longs, les objectifs chiffrés sont généralisés, les systèmes de primes sont opaques, sans compter la réforme de l'OTE qui casse l'unité des services, génère d'innombrables dysfonctionnements et engendre toujours plus d'épuisement professionnel. L'organisation du travail et des services fait des ravages, a fortiori en cas de maladie ou de handicap. Les nouvelles règles de mutation et l'opacité du choix des candidat.es retenus ajoutent à la souffrance de collègues voulant changer de poste ou, trop souvent, s'extraire de situations de travail devenues dangereuses pour leur santé.

Et lorsque les agent.es, à bout de forces, tirent la sonnette d'alarme, ils ne sont au mieux pas entendus et au pire, comme ici, se retrouvent malmenés par leurs chefs, sommés de se montrer plus productifs et de taire leurs souffrances.

Mais leur morale n'est pas la nôtre.

Nous sommes et resterons solidaires et nous combattons toujours la violence de cette organisation du travail qui broie les agent.es. Nous nous opposons à la déshumanisation des relations professionnelles et demandons le retour à des services du personnel, informatique et financier sur site avec de réels moyens de fonctionnement, nous nous opposons au dévoiement des missions des agent.es visant à leur faire contrôler l'activité d'autres agent.es plutôt que d'assurer leur rôle d'appui. Nous demandons l'arrêt des objectifs chiffrés, nous demandons des effectifs et des moyens nécessaires pour mener à bien nos missions, nous demandons que notre hiérarchie cesse ses maltraitances managériales. Nous invitons les collègues en souffrance sur leurs postes de travail à se préserver, en se retirant des entretiens professionnels et à solliciter l'appui des organisations syndicales présentes localement.

Un premier rassemblement de soutien à notre collègue aura lieu jeudi 27/01 à 11h devant le site de Jemmapes à Paris.

Nous invitons à tenir d'autres rassemblements de solidarité partout où cela sera possible.